



## **COMMUNIQUE**

### **Aide publique au développement :** **Initiatives et Changement France en appelle au Président de la République.**

#### **La France doit affirmer une politique d'aide au développement forte et responsable**

Initiatives et Changement France a décidé de s'associer à l'appel du collectif d'associations « Coordination Sud » au sujet de la baisse de l'aide publique au développement française.

En effet, le niveau de l'Aide Publique au Développement (APD) française est tombé à 0,39% du Revenu national brut (RNB) en 2007 contre 0,47% en 2006, et il semble que les perspectives budgétaires 2008 soient de nouveau à la baisse. La France ne tient donc pas son engagement de consacrer 0,7% de son RNB à l'APD. Avec les autres associations, nous demandons donc au Président de la République et au gouvernement français de :

- Répondre à l'appel de la Commission européenne de mettre en place un calendrier d'augmentation de l'APD jusqu'en 2015
- Clarifier les objectifs de la politique de coopération au développement française en se dotant d'une stratégie globale dans ce domaine.

#### **Pourquoi cette prise de position ?**

Il est exceptionnel qu'Initiatives et Changement prenne ainsi position publiquement. Le mode d'action habituel du mouvement est en effet de se consacrer, souvent de manière informelle, à la réconciliation par le dialogue et par le changement des comportements, ce qui exige le respect d'une stricte neutralité politique, religieuse et philosophique.

Dans ce cas précis, deux raisons ont conduit Initiatives et Changement France à se départir de sa discrétion habituelle et à s'adresser au Président de la République :

- I. Cette aide est importante pour les 2 milliards d'hommes et de femmes qui n'ont rien à attendre à court terme du système économique mondial. Nous devons la mettre en place à trois titres :
  - a. L'aspect moral de cette question : la nécessaire solidarité avec les régions pauvres de la planète, dont nous sommes parfois les anciens colonisateurs.



- b. La sécurité humaine. Willy Brandt l'avait souligné en remettant son "Rapport Nord-Sud" en 1980 : injustice d'aujourd'hui, conflit de demain. Nos équipes de terrain qui travaillent à réconcilier les ennemis et à prévenir de nouveaux affrontements peuvent témoigner de l'importance des politiques de prévention des conflits.
  - c. La stabilisation des populations : le développement économique des pays du Sud diminue la pression de l'émigration. C'est l'un des volets de la politique d'immigration annoncée par le gouvernement français ; il serait incohérent et incompréhensible que ce volet reste flou et sous-financé.
2. Nous sommes toujours troublés lorsque nos dirigeants politiques ne respectent pas la parole donnée, et plus encore sur les questions de développement, là encore à trois titres :
- a. Que vaut alors la parole de ceux qui s'expriment au nom de la France? Quid de la crédibilité internationale de la France, acteur majeur en Europe et dans le monde ? Rappelons qu'il y a, au sein de l'Union Européenne, plusieurs pays exemplaires qui font depuis 25 ans ce qu'ils ont promis à l'époque du rapport de la commission Brandt sur les problèmes de développement, à savoir une APD de 0,7% de leur RNB.
  - b. D'une part, on donne par là le sentiment, peut-être erroné, que les pays du Sud sont traités avec mépris, puisque nous ne respectons pas nos engagements envers eux, et ce de manière constante et délibérée.
  - c. Enfin, le prétexte du gaspillage de l'aide, qui est parfois invoqué comme une raison de la limiter, renvoie surtout à notre contrôle insuffisamment rigoureux de la bonne utilisation de l'APD. En outre, si le financement traditionnel de grands projets étatiques montre certaines limites, il est possible de diriger l'accroissement de l'APD française vers des projets financés en micro ou moyens crédits.

Au moment où la France anime la politique d'Union pour la Méditerranée qui contient un important volet consacré au développement (accès à l'eau, emploi des jeunes, santé publique,...), nous souhaitons très vivement que cet appel de si nombreuses associations soit entendu par nos dirigeants et qu'une nouvelle politique d'aide publique au développement soit rapidement annoncée et mise en application.

### *Initiatives et Changement France*